

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

Séance du 25 novembre 2021
Convoqué le 16 novembre 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt-cinq novembre, à 15h00, le Comité Syndical du Syndicat des Portes de Provence s'est réuni sous la présidence de M. Alain GALLU.

Nombre de membres en exercice : 25
Nombre de membres présents ou représentés : 19
Nombre de membres absents excusés non représentés : 0
Nombre de membres absents : 6

Sont présents : M. Daniel BUONOMO, M. Laurent CHAUVEAU, M. Yves COURBIS, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Véronique ALLIEZ, M. Alain GALLU, Mme Sylvie MOLINIÉ, Mme Hélène MOULY, M. Patrick FRANÇOIS, M. Roland RIEU, M. Gérard BICHON, M. Pascal TOURNIAYRE, M. Pierre-André VALAYER, M. Philippe BERRARD, M. Alain BOUVIER, M. Paul SAVATIER et M. Olivier SALIN.

Membres excusés suppléés :

Membres excusés représentés : M. Jean-Paul CROIZIER par M. Roland RIEU et Mme Corinne MOULIN par M. Olivier SALIN

Membres absents excusés :

Membres absents : Mme Valérie ARNAVON, M. Yves LÉVÈQUE, M. Mounir AARAB, Mme Myriam FIALON, M. Christian CORNILLAC et M. Thierry DAYRE

Secrétaire de séance : Mme Véronique ALLIEZ

Assistaient également au Comité Syndical : Antoine FUMAT, Directeur des Services et Sébastien LIOGIER, Directeur adjoint en charge des services techniques



DÉLIBÉRATION D39-21

ADOPTION DU PLAN LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS DU SYPP

Monsieur BERRARD Philippe, Vice-Président en charge de la prévention et réduction des déchets ménagers, rappelle que le Syndicat des Portes de Provence possède les compétences en matière de prévention, réduction, valorisation et traitement des déchets ménagers et assimilés sur son territoire.

La prévention et la réduction des déchets à la source apparaissent aujourd'hui comme l'objectif prioritaire de notre structure et plus largement de l'ensemble des acteurs.

Depuis 2015 et les lois Grenelle, chaque EPCI à compétence gestion des déchets doit définir et rédiger un plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA).

Bien que n'étant pas directement concerné par cette réglementation, le Syndicat des Portes de Provence a décidé de s'engager dans la mise en œuvre de son propre PLPDMA permettant ainsi d'offrir une lisibilité des orientations politiques, réglementaires et techniques pour la période 2021-2026.

L'analyse et la rédaction de ce document a été réalisé par les services du Syndicat des Portes de Provence et a nécessité un an et demi de travail.

Conformément au principe même d'appropriation des objectifs par tous, le PLPDMA tel que proposé aujourd'hui a fait l'objet d'une large et vaste consultation et concertation de l'ensemble des acteurs du territoire à savoir :

- Les EPCI par la présentation et les échanges au sein des commissions Environnement/Déchets ;
- Les élus locaux du territoire ;
- Les usagers par le biais d'une concertation grand public en ligne du 1^{er} mars au 1^{er} juin 2021 ;
- Les acteurs associatifs ;
- Les partenaires institutionnels.

La Commission de Consultation, d'Elaboration et de Suivi (CCES) du PLPDMA a permis par deux fois d'optimiser et d'abonder le contenu du projet.

Dans sa version définitive, qui vous est proposée aujourd'hui pour délibération, le PLPDMA s'articule selon les parties suivantes :

- Le diagnostic initial permettant d'appréhender la situation actuelle du territoire et de se situer vis-à-vis des objectifs. Il est à noter que ce diagnostic a fait l'objet d'une analyse supplémentaire par EPCI en vu de faciliter la rédaction des PLPDMA au sein des EPCI ;
- La définition des objectifs du Syndicat intégrant l'analyse réglementaire ;
- Le programme d'action réparti en quatre (4) axes principaux et dix (10) sections ;
- La définition précise des actions techniques à mettre en œuvre par section avec la planification et le budget alloué ;

- La définition des actions de communication à mettre en œuvre à l'appui de chaque action technique intégrant le planning de réalisation et le budget alloué.

La CCES a pour prérogative d'être réunie au moins une fois par an pour étudier l'état d'avancement des actions et proposer, si nécessaire, une modification du PLPDMA par ajout ou suppression d'actions et/ou de projets.

Ce document se veut ainsi être le reflet du projet de territoire du Syndicat et s'inscrit dans une volonté et un engagement commun et partagé avec tous les acteurs de notre territoire.

Vu les statuts du Syndicat des Portes de Provence ;

Vu le projet de PLPDMA joint à la présente délibération ainsi que ses deux annexes ;

Considérant la nécessité de définir et de planifier les grandes orientations du Syndicat sur la période 2021-2026 à travers la mise en œuvre d'un PLPDMA ;

Considérant que le projet de PLPDMA a fait l'objet d'une concertation et d'une validation par la CCES ;

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits de façon pluriannuelle dans le budget général du Syndicat des Portes de Provence ;

Le comité syndical décide à l'unanimité de :

- **ADOPTER** le Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés du Syndicat des Portes de Provence tel que présenté ainsi que ses deux (2) annexes ;
- **MANDATER** le Président à l'effet d'adopter toute mesure et d'entreprendre toute démarche de nature à exécuter la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication.

Pour copie conforme
A Montélimar

Alain GALLU
Président



Le Président certifie le caractère exécutoire de cet acte après transmission en Préfecture et publication le...../...../.....

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun, BP1135, 38022 GRENOBLE Cedex, téléphone 04 76 42 90 00 ou fax 04 76 42 22 69) ou d'un recours gracieux auprès du SYPP, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.